

Direction générale des réseaux de communication, du contenu et des technologies

Publication d'un avis de vacance pour le poste de conseiller/conseillère scientifique principal(e)

(Agent temporaire – grade AD 13)

[Article 2, point b), du régime applicable aux autres agents (RAA) de l'Union européenne]

COM/2024/10456

Présentation

La Commission européenne organise une procédure de sélection externe d'un agent temporaire en vue de pourvoir le poste de conseiller/conseillère scientifique principal(e) pour l'intelligence artificielle (IA) au sein de la direction générale des réseaux de communication, du contenu et des technologies (DG CONNECT).

La DG CONNECT soutient la transformation numérique de notre économie et de notre société et conçoit et met en œuvre les politiques requises pour promouvoir le marché intérieur et adapter l'Europe à l'ère numérique et à l'autonomie technologique. Une collaboration transversale active au sein de la DG et dans l'ensemble de la Commission est encouragée. La mise en œuvre des activités de la DG repose sur une coopération bilatérale avec toutes les parties intéressées (p. ex. entreprises, universités, organisations publiques et citoyens). La politique de la DG concernant le personnel d'encadrement intermédiaire respecte la diversité, soutient les possibilités d'évolution de carrière et encourage la mobilité. Le personnel d'encadrement intermédiaire devrait faire preuve de polyvalence et d'ouverture d'esprit, et être capable de travailler en collaboration.

Au sein de la DG CONNECT, le Bureau européen de l'IA est une entité nouvellement créée, appelée à jouer un rôle de premier plan dans l'élaboration de la politique de l'UE en matière d'IA. Il est chargé de renforcer le développement et l'utilisation de l'IA afin que celle-ci soutienne la compétitivité de l'Europe et profite à la société. Il doit pour ce faire promouvoir les avancées révolutionnaires dans le domaine de la technologie de l'IA et mettre effectivement en œuvre la législation de l'UE sur l'IA. Le règlement sur l'IA, un acte historique qui établit une référence mondiale pour la réglementation de l'IA, introduit des règles relatives aux systèmes d'IA à haut risque ainsi qu'aux pratiques interdites, et énonce les règles applicables aux modèles d'IA à usage général. Conformément à ce règlement, le Bureau de l'IA est chargé de soutenir les travaux des autorités nationales compétentes sur les pratiques à haut risque et interdites et de superviser directement l'application des règles relatives aux modèles d'IA à usage général. À cet égard, le Bureau de l'IA collaborera avec les parties prenantes pour faciliter l'évaluation et l'atténuation des risques, de même que la conformité. Il a le pouvoir de procéder à des évaluations des modèles d'IA à usage général et mettra au point des outils, des méthodes et des critères de référence pour l'évaluation. Il peut également demander des informations aux fournisseurs de modèles. Le Bureau de l'IA garantira une gouvernance appropriée du règlement en collaborant étroitement avec le Comité IA composé de représentants des États membres, le groupe scientifique formé d'experts en IA et le forum consultatif constitué de parties prenantes. Afin de contribuer à accélérer le développement, le déploiement et l'utilisation de systèmes d'IA dignes de confiance, le Bureau de l'IA est également chargé de concevoir et de mettre en œuvre des politiques de recherche et d'innovation dans le domaine de l'IA. Il collabore avec la communauté des start-up, les universités, l'industrie et les autres acteurs privés et publics

concernés. Le Bureau de l'IA est par ailleurs chargé de contribuer à l'approche stratégique des initiatives internationales dans le domaine de l'IA, y compris en matière de politique d'innovation et d'excellence, avec les pays hors UE et les organisations internationales, ainsi que de coopérer avec les États membres dans ce domaine. Il aidera d'autres services de la Commission à faciliter l'utilisation de l'IA en tant que technologie transformatrice dans les domaines d'action pertinents de l'Union.

Poste proposé

Un poste exigeant de conseiller/conseillère scientifique principal(e) pour l'IA, chargé(e) de travailler en étroite collaboration avec l'encadrement intermédiaire et supérieur de la DG CONNECT et rattaché(e) à la directrice du Bureau de l'IA. Il/elle fournira des conseils sur les questions liées à la mise en œuvre des règles relatives à l'IA à usage général et aux approches scientifiques connexes.

Le conseiller/la conseillère scientifique principal(e) pour l'IA devrait garantir un niveau avancé de connaissances scientifiques sur l'IA à usage général. Il/elle dirigera l'approche scientifique de l'IA à usage général dans tous les aspects des travaux du Bureau de l'IA, en veillant à l'intégrité et à la rigueur scientifique des initiatives en la matière. Il/elle mettra particulièrement l'accent sur les essais et l'évaluation des modèles d'IA à usage général, en étroite collaboration avec l'unité consacrée à la sécurité au sein du Bureau de l'IA. Il s'agira notamment de mettre au point des approches d'évaluation des risques, d'élaborer des indicateurs et des critères de référence pour évaluer les capacités et les risques des modèles d'IA, de mettre en œuvre des protocoles d'évaluation et des processus de validation, et, d'une manière générale, d'établir des bonnes pratiques pour évaluer le niveau de risque associé aux modèles d'IA à usage général. Le conseiller/la conseillère scientifique principal(e) pour l'IA contribuera à élaborer des bonnes pratiques et des protocoles en matière d'atténuation des risques, y compris des normes applicables à la cybersécurité. Il/elle fournira des conseils sur l'évaluation de modèles d'avant-garde spécifiques d'IA à usage général dans le contexte du contrôle de l'application du règlement sur l'IA. Il/elle interagira avec les experts en IA au sein du groupe scientifique qui sera mis en place et avec les acteurs concernés (industrie, organisations de la société civile, universitaires et, le cas échéant, organismes internationaux). Le conseiller/la conseillère scientifique principal(e) pour l'IA contribuera également à élaborer et à promouvoir des politiques destinées à encourager l'excellence et l'innovation dans le domaine de l'IA en Europe, en fournissant des orientations techniques et des conseils d'experts sur les approches stratégiques et les tendances émergentes, en travaillant en étroite collaboration avec les équipes du Bureau de l'IA, en promouvant une culture de l'innovation et en soutenant le travail des spécialistes des technologies.

Profil recherché (critères de sélection)

Les candidats doivent posséder les compétences suivantes:

Qualités personnelles

- Excellentes compétences en matière de présentation et de communication pour interagir avec les parties prenantes et les institutions à tous les niveaux
- Très bonnes compétences relationnelles
- Capacité à rédiger des rapports et des documents clairs et concis

Compétences spécialisées et expérience

- Nombreuses publications à son actif dans le domaine de l'IA
- Connaissance technique approfondie du domaine de l'IA, avec une expertise avérée dans des sous-domaines de l'IA, tels que le traitement du langage naturel, la vision par ordinateur, les algorithmes d'apprentissage automatique et les réseaux neuronaux
- Solides bases scientifiques
- Expérience universitaire et/ou industrielle avérée dans le domaine de l'IA: doctorat ou équivalent et au moins 10 ans d'expérience dans le domaine de l'IA ou dans un domaine connexe
- Expérience avérée de la coopération avec des équipes d'experts en IA et de leur encadrement (une expérience d'au moins 5 ans serait un atout)
- Aptitude avérée à guider de jeunes chercheurs et des experts en IA et à contribuer à leur développement
- Connaissance et compréhension des considérations éthiques et réglementaires relatives à l'IA

Compétences de conseil

- Aptitude à travailler en collaboration dans un environnement pluridisciplinaire
- Capacité à travailler de manière fluide et efficace par-delà les frontières organisationnelles
- Capacité à traiter et à résoudre des dossiers complexes dans un contexte exigeant
- Capacité à fournir en temps utile des conseils stratégiques sur des questions scientifiques liées à l'IA
- Capacité à créer et à entretenir des réseaux de connaissances constructifs et efficaces au sein de la Commission, mais aussi avec les parties prenantes externes
- Connaissance de la mise en œuvre de l'IA dans différents secteurs et industries

Les éléments suivants seront considérés comme de solides atouts:

- Expérience en matière d'évaluation des risques ou d'évaluation de l'IA
- Expérience dans le domaine de la sûreté et de la sécurité de l'IA ou d'autres mesures d'atténuation des risques
- Expérience dans le domaine de la cybersécurité
- Expérience du développement à grande échelle de l'IA d'avant-garde, dans le monde industriel ou universitaire

Conditions essentielles (critères d'admission)

Les candidats doivent remplir les conditions fixées à l'article 12 du régime applicable aux autres agents de l'Union européenne (RAA)¹.

Seront pris en considération pour la phase de sélection les candidats qui, à la **date limite de dépôt des candidatures**, satisfont aux critères formels ci-après.

¹ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A01962R0031-20140501>

- Nationalité: les candidats doivent être ressortissants de l'un des États membres de l'Union européenne.
- Titre ou diplôme universitaire: les candidats doivent justifier:
 - soit d'un niveau d'enseignement correspondant à un cycle complet d'études universitaires sanctionné par un diplôme, si la durée normale desdites études est d'au moins 4 années;
 - soit d'un niveau d'enseignement correspondant à un cycle complet d'études universitaires sanctionné par un diplôme et d'une expérience professionnelle pertinente d'au moins 1 an, si la durée normale desdites études est de 3 années ou plus (cette année d'expérience professionnelle ne peut être incluse dans l'expérience professionnelle postuniversitaire requise ci-dessous).

Seuls les diplômes des États membres de l'Union européenne ou ayant fait l'objet d'une équivalence délivrée par les autorités d'un de ces États membres sont pris en considération.

- Expérience professionnelle: à la date limite de dépôt des candidatures fixée par le présent avis, les candidats doivent démontrer qu'ils disposent, outre les qualifications requises ci-dessus, d'un minimum de 15 années d'expérience professionnelle, acquise après l'obtention du diplôme requis pour l'accès à la procédure de sélection².
- Langues: en application de l'article 12, paragraphe 2, point e), du régime applicable aux autres agents de l'Union européenne, les candidats doivent posséder une connaissance approfondie d'une des langues de l'Union³ et une connaissance satisfaisante d'une autre langue de l'Union.
- Les candidats devront posséder d'excellentes capacités de communication orale et écrite afin de pouvoir communiquer de façon efficace et fluide avec les parties prenantes internes et externes.
- Limite d'âge: les candidats ne doivent pas encore avoir atteint l'âge normal de la retraite, qui correspond, pour les fonctionnaires de l'Union européenne, au dernier jour du mois durant lequel ils atteignent l'âge de 66 ans [voir article 52, point a), du statut]⁴.

Procédure de sélection

La sélection sera effectuée conformément aux procédures de sélection de la Commission européenne [décision de la Commission du 16.12.2013 relative à la politique d'engagement et d'emploi des agents temporaires, C(2013) 9049 final⁵].

La procédure se déroulera en deux phases distinctes et successives:

² L'expérience professionnelle n'est prise en considération que si elle constitue une véritable relation professionnelle définie comme un travail existant et réel, rémunéré, avec un statut de salarié (tout type de contrat) ou de prestataire de services. Les activités professionnelles à temps partiel feront l'objet d'un calcul au prorata, sur la base du pourcentage des heures travaillées à temps plein, attesté par un certificat. Le congé de maternité/congé parental/congé d'adoption n'est pris en considération que s'il s'inscrit dans le cadre d'un contrat de travail. Les doctorats, même non rémunérés, sont assimilés à une expérience professionnelle pour une durée maximale de trois ans, à condition que la formation doctorale ait été achevée avec succès. Une même période ne peut être comptée qu'une seule fois.

³ <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:01958R0001-20130701&qid=1408533709461&from=EN>

⁴ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A01962R0031-20140701>

⁵ <https://commission.europa.eu/system/files/2018-07/commission-decision-temporary-agents-c-2013-9049-en.pdf>

1. Présélection

Dans le cadre de cette procédure de sélection, la Commission européenne met en place un jury de présélection.

Le jury de présélection est constitué conformément à la décision de la Commission du 16 décembre 2013 [C(2013) 9049] relative à la politique d'engagement et d'emploi des agents temporaires.

Ce jury examine toutes les candidatures, procède à une première vérification de l'admissibilité et sélectionne les candidats qui répondent le mieux au profil recherché au regard des critères de sélection précités et qui peuvent être invités à un entretien avec le jury de présélection.

À cet effet, les candidats sont tenus de fournir les documents suivants lorsqu'ils présentent leur candidature:

- a) un curriculum vitæ (CV);**
- b) une lettre de motivation.**

Afin de permettre au comité de présélection de prendre une décision sur l'admission des candidatures, les candidats sont invités à indiquer clairement dans le CV:

- pour les études: la date de début et de fin, la durée normale du cycle complet et l'intitulé exact du diplôme obtenu;
- pour l'expérience professionnelle: la date de début et de fin de chaque expérience et la nature exacte des fonctions assumées.

2. Sélection

À l'issue des entretiens, le jury de présélection établit ses conclusions et propose une liste de candidats pour un nouvel entretien final avec le directeur général et le rapporteur désigné pour la procédure de sélection, afin que ces candidats soient évalués et comparés de manière objective et impartiale sur la base de leurs qualifications, de leur expérience professionnelle et de leurs connaissances linguistiques, comme indiqué dans le présent avis. Le rapporteur garantit la transparence et la régularité des étapes tout au long de la procédure.

Documents justificatifs

Avant l'entretien final, les candidats présélectionnés devront fournir les pièces justificatives officielles suivantes attestant les informations mentionnées dans le CV et la lettre de motivation:

- une copie d'un document prouvant la citoyenneté (carte d'identité ou passeport);
- une copie du ou des diplômes ou certificats correspondant au niveau d'études requis;
- des attestations d'emploi prouvant la durée de l'expérience professionnelle.

Ces documents doivent indiquer clairement les dates de début et de fin et la continuité de chaque expérience professionnelle soumise à une valorisation pour la présente sélection. À cet effet, les candidats joindront de préférence des attestations de leurs anciens employeurs et de leur employeur actuel. Si ces attestations ne peuvent être fournies, une copie des documents suivants, par exemple, sera admise: des contrats d'emploi accompagnés de la première et de la

dernière fiches de salaire, ainsi que la dernière fiche mensuelle de salaire de chaque année intermédiaire pour les contrats d'une durée supérieure à un an, lettres ou actes officiels de nomination accompagnés de la dernière fiche de salaire, livrets de travail et attestations fiscales.

Les candidats convoqués à l'entretien final seront tenus de présenter une déclaration par laquelle ils s'engagent à agir en toute indépendance dans l'intérêt général, ainsi qu'une déclaration relative aux intérêts qui pourraient être considérés comme portant atteinte à leur indépendance.

Nomination

Le/la candidat(e) retenu(e) doit être en situation régulière au regard de toutes les obligations imposées par la loi en matière de service militaire, offrir les garanties de moralité requises pour l'exercice de ses fonctions et être physiquement apte à exercer ces fonctions.

Le/la candidat(e) retenu(e) devra disposer d'une habilitation de sécurité valide, délivrée par son autorité nationale de sécurité, ou être en mesure d'en obtenir une. Une habilitation de sécurité personnelle est une décision administrative qui intervient à l'issue d'une enquête de sécurité menée par l'autorité nationale de sécurité compétente pour la personne concernée, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur en matière de sécurité nationale, et qui certifie que ladite personne peut être autorisée à accéder à des informations classifiées jusqu'à un niveau donné. [Il convient de noter que la procédure nécessaire pour l'obtention d'une habilitation de sécurité ne peut être engagée qu'à la demande de l'employeur, et non par le/la candidat(e)].

Le/la candidat(e) ne pourra accéder aux informations classifiées de l'UE (ICUE) au niveau CONFIDENTIEL UE/EU CONFIDENTIAL ou à un niveau supérieur, et assister aux réunions durant lesquelles de telles ICUE sont examinées, qu'une fois l'habilitation de sécurité personnelle accordée par l'État membre concerné et la procédure d'habilitation achevée par la note d'information de la direction de la sécurité de la Commission européenne légalement exigée.

Égalité des chances

Conformément à l'article 1^{er} *quinquies* du statut, la Commission européenne poursuit un objectif stratégique consistant à parvenir à l'égalité entre les femmes et les hommes à tous les niveaux de l'encadrement et applique une politique d'égalité des chances encourageant les candidatures susceptibles de contribuer à une plus grande diversité, à l'égalité hommes-femmes et à l'équilibre géographique global.

Conditions d'emploi

Le/la candidat(e) retenu(e) pourra se voir proposer un contrat d'agent temporaire au titre de l'article 2, point b), du régime applicable aux autres agents (RAA) de l'Union européenne, conformément à la décision C(2013) 9049 final de la Commission du 16 décembre 2013 relative à la politique d'engagement et d'emploi des agents temporaires⁶.

La durée du contrat initial sera de quatre ans, avec une possibilité de renouvellement pour une durée maximale de deux ans.

⁶ <https://commission.europa.eu/system/files/2018-07/commission-decision-temporary-agents-c-2013-9049-en.pdf>

La durée maximale du contrat tiendra également compte des dispositions applicables de la décision C(2013) 9049 final de la Commission du 16 décembre 2013 relative à la durée maximale du recours au personnel non permanent (sept ans sur une période de douze ans).

LIEU D’AFFECTATION: Bruxelles, Belgique

NIVEAU: AD 13

Indépendance et déclaration d’intérêts

Avant sa prise de fonctions, le/la candidat(e) retenu(e) sera tenu(e) de présenter une déclaration par laquelle il/elle s’engage à agir en toute indépendance dans l’intérêt général, ainsi qu’une déclaration relative aux intérêts qui pourraient être considérés comme portant atteinte à son indépendance.

Informations importantes pour les candidats

Il est rappelé aux candidats que les travaux des jurys de sélection sont confidentiels. Il est interdit aux candidats d’entrer en contact direct ou indirect avec leurs membres ou à quiconque de le faire en leur nom. Toutes les questions doivent être adressées au secrétariat du jury compétent.

Protection des données à caractère personnel

La Commission européenne veillera à ce que les données à caractère personnel des candidats soient traitées dans le plein respect du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil⁷. Ces dispositions s’appliquent en particulier à la confidentialité et à la sécurité de ces données.

Procédure de dépôt des candidatures

Avant de présenter votre candidature, vous êtes invité(e) à vérifier soigneusement si vous remplissez tous les critères d’admission («Conditions essentielles»), notamment en ce qui concerne le type de diplôme, l’expérience professionnelle et les capacités linguistiques requises. Tout(e) candidat(e) ne pouvant satisfaire à l’un ou l’autre des critères d’admission se verra automatiquement exclu(e) de la procédure de sélection.

Si vous décidez de postuler, vous devez vous inscrire par internet sur le site suivant et suivre les instructions relatives aux différentes étapes de la procédure:

<https://europa.eu/!NCKMBd>

Vous devez disposer d’une adresse électronique valide. Celle-ci servira à confirmer votre inscription et à garder le contact avec vous au cours des différentes étapes de la procédure de sélection. Vous êtes dès lors prié(e) de signaler à la Commission européenne toute modification de votre adresse électronique.

Pour procéder à votre inscription, vous devez télécharger un curriculum vitae au format PDF, de préférence en utilisant le modèle de CV Europass⁸, et rédiger en ligne une lettre de

⁷ [Règlement \(UE\) 2018/1725](#) du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l’égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l’Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39).

⁸ Vous trouverez des informations sur la manière de créer votre CV Europass en ligne à l’adresse suivante:
<https://europass.europa.eu/fr/create-your-europass-cv>

motivation (8 000 caractères au maximum). Votre curriculum vitæ et votre lettre de motivation peuvent être rédigés dans n'importe quelle langue officielle de l'Union européenne.

Il est dans votre intérêt de veiller à ce que votre candidature soit exacte, complète et fidèle à la réalité.

À l'issue de la procédure d'inscription en ligne, vous recevrez un courrier électronique confirmant que votre candidature a été enregistrée. **Si vous ne recevez pas de message électronique de confirmation, cela signifie que votre candidature n'a pas été enregistrée!**

Veuillez noter qu'il n'est pas possible de suivre en ligne les étapes du traitement de votre candidature. Toute information concernant le statut de votre candidature vous sera communiquée directement par la Commission européenne.

Les candidatures transmises par courrier électronique ne seront pas acceptées. Pour tout renseignement complémentaire et/ou en cas de difficultés techniques, veuillez vous adresser
par courrier électronique à:
HR-MANAGEMENT-ONLINE@ec.europa.eu

Il vous incombe de procéder à votre inscription en ligne dans les délais. Nous vous conseillons vivement de ne pas attendre les derniers jours pour déposer votre candidature, car un encombrement des lignes ou une défaillance de la connexion internet pourrait faire avorter l'opération et vous obliger à la recommencer intégralement. Une fois passé le délai d'inscription, il ne vous sera plus possible de saisir des données. Les inscriptions tardives ne seront pas acceptées.

Date limite de dépôt des candidatures

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au **13 décembre 2024, à 12 h 00 (midi), heure de Bruxelles**. Passé ce délai, l'inscription en ligne ne sera plus possible.